

La mémoire au service d'une nouvelle culture politique : le cas barcelonais du début du XXe s.

Stéphane Michonneau
Université de Lille

Une rupture politique

Borja de Riquer a souligné le caractère brusque et radical de la rupture opérée à Barcelone en 1901¹. Cette année-là constitue à Barcelone un tournant politique majeur : le caciquisme se trouve définitivement exclu du jeu politique local, remplacé par une nouvelle bipolarité politique entre républicains et régionalistes. Cette nouvelle bipolarité politique devient réalité dès les élections municipales de novembre 1901, à l'heure du renouvellement de la moitié des cinquante conseillers de la ville. Les élections de 1903 confirment la tendance avec, pour l'ensemble de l'équipe municipale, 29 républicains, 18 régionalistes et 3 monarchistes.

A bien des égards, le bouleversement du paysage politique reflète l'accélération d'une profonde modernisation politique: d'une part, des taux de participation électorale croissants prouvent que la démocratisation du vote était en marche. On est frappé du caractère définitif du phénomène, encore assez marginal dans l'Espagne du début du siècle. Au moins pour quinze ans, la déroute du caciquisme barcelonais est totale. D'autre part, l'ampleur du changement traduit la montée en puissance de nouveaux partis de masse qui canalisent les aspirations de l'électorat. Par partis de masse, on entend ici des organisations dont la structure militante reste stable autour d'un programme défini, susceptible de capter l'opinion publique en s'appuyant sur une presse politisée et de nouvelles formes de direction.

Dès lors, la modernisation de la vie politique barcelonaise passe par l'accès et le contrôle du pouvoir local par la voie démocratique : pour ceux qui dénoncent sans relâche l'incapacité gestionnaire et la corruption des anciens caciques, la

¹. Borja de Riquer, *Lliga Regionalista : la burguesia catalana i el nacionalisme (1898-1904)*, Barcelona, Ed 62, 312p., p. 311.

stratégie fondée sur la conquête de l'administration locale est une priorité. D'abord, elle permet de maîtriser les moyens financiers pour maintenir le large réseau d'associations politiques et culturelles, devenues à la fin du XIXe siècle les relais indispensables de l'activité politique des partis. Ensuite, elle constitue, du moins chez les régionalistes, la première étape vers un contrôle des institutions provinciales et régionales. C'est chose faite en 1914 lorsque la Lliga regionalista s'empare de la municipalité barcelonaise. Du point de vue des mémoires, cela signifie que le Conseil municipal fonctionne comme un unique et véritable parlement de mémoire où se tranchent les différents quant à la nature du passé commun. La même année, les régionalistes obtiennent la création de la Mancomunitat de Catalunya, premier organisme politique de coordination des quatre diputacions catalanes. Son président, Enric Prat de la Riba, conduit également le parti nationaliste.

D'une mémoire à l'autre.

Ce bouleversement politique signifie, sur le plan symbolique, un changement des contenus de mémoire de la collectivité. On assiste à la disparition du projet national qui avait guidé principalement les élites barcelonaises dans la seconde moitié du XIXe siècle : la mémoire libéral-provincialiste.

En effet, entre 1860 et 1888, les élites conservatrices de Barcelone avaient tâché de promouvoir les fondements d'un nouveau consensus national susceptible de stabiliser la vie politique et sociale particulièrement heurtée de l'Espagne dans son ensemble. L'appellation de libéral-provincialiste recouvre une idéologie complexe qui s'inspire de deux sources apparemment contradictoires : d'une part, elle est imprégnée de l'héritage conceptuel libéral espagnol qui considère l'histoire de l'Espagne est étant la réalisation du principe de la liberté. A ce titre, la Catalogne est la région qui porte la torche de la liberté, l'avant-garde du libéralisme espagnol. La Catalogne a donc un rôle de premier plan et une responsabilité particulière dans la construction de l'État-nation espagnol. A cet égard, en assumant le rôle de la Prusse en Allemagne ou du Piémont-Sardaigne en Italie, elle se sent autant sinon plus espagnole que le reste du pays.

D'autre part, si la Catalogne a conservé un sens de la liberté plus aigu, c'est qu'elle l'a puisé dans son histoire particulière : les révoltes de 1640 et la guerre de Succession d'Espagne sont considérés comme l'illustration d'une lutte du principe de liberté contre un Etat espagnol centralisateur qui a dévoyé l'Espagne du cours normal de son histoire. En somme, le provincialisme est une assurance de l'espagnolité de la Catalogne. Le *Renaixença*, la renaissance culturelle catalane depuis les années 1840, est une démonstration de ce que provincialisme et nationalisme espagnol sont parfaitement compatibles². La *Renaixença* connaît son apogée avec la restauration des *Jocs Florals* en 1860. Dans ce sens, le provincialisme catalan n'est pas un proto-nationalisme.

En résumé, la mémoire provincialiste défend le projet politique d'une Espagne plurielle. Elle repose sur quelques idées simples et spécifiques : la défense du pacte monarchique entre les composantes de la monarchie qui accorde aux provinces une souveraineté de fait, un libéralisme forcené qui fait de la Catalogne la terre des libertés espagnoles par excellence, un anticentralisme virulent et la revendication pour Barcelone d'un rôle moteur et agrégateur dans la construction de la nation espagnole³.

Après avoir connu son acmé pendant l'Exposition Universelle de 1888, cette mémoire libérale et provincialiste est doublement remise en question : en Catalogne d'abord, le modernisme né au début des années 1890 tourne le dos à la tradition provincialiste et entend se tourner résolument vers une modernité européenne⁴. Dans le reste de l'Espagne ensuite, la revendication pour la Catalogne d'un rôle de premier plan se heurte à un Etat qui fait la sourde oreille et à d'autres élites espagnoles qui n'entendent pas se laisser guider par la mystique nationale des élites barcelonaises. La grande crise politique de 1898, le Désastre, est le moment clé de cette double impasse : c'est alors que le mouvement catalaniste relève le défi d'une régénération patriotique.

Dans son contenu, la mémoire catalaniste entend construire une nation catalane et non plus espagnole. En 1898, l'oeuvre de Joan Maragall représente

2. Josep Maria Fradera, *Cultura nacional en una societat dividida*, Barcelona, Curial, 1992, 302p.

3. Paloma Cirujano, Teresa Alorriaga, Juan Sisinio Pérez Garzón, *Historiografía y nacionalismo español, 1834-1868*, Madrid, CSIC, 1985

parfaitement ce virage : il pense que «l'esprit castillan a terminé sa mission en Espagne. La nouvelle civilisation est industrielle et la Castille n'est pas industrielle ; l'esprit nouveau est analytique et la Castille n'est pas analytique... La Castille a achevé sa mission directrice et doit céder son sceptre à d'autres mains. Le sentiment catalaniste dans son mouvement actuel n'est autre chose que l'instinct de ce changement, de ce renouveau. Le favoriser, c'est faire oeuvre de vie pour l'Espagne, c'est recomposer une nouvelle Espagne pour le siècle à venir»⁵. Dans son poème "Ode à l'Espagne", Maragall conclue le même thème par une parole pleine de méfiance et de défi :

«Ecoute, Espagne, la voix d'un fils / qui te parle dans une langue non castillane

[...]

Où es-tu, Espagne? Je ne te vois nullepart / Tu n'entends pas ma voix tonitruante? Tu n'entends pas cette langue qui te parle parmi les périls? / Tu ne sais plus entendre tes fils? Adieu, Espagne!»⁶.

La théorisation du catalanisme est l'oeuvre d'Enric Prat de la Riba dans *Comprendi de doctrina catalanista*, publié avec Pere Muntanyola en 1894, et surtout dans *La nacionalitat catalana*, en 1906⁷. Elle repose sur les idées suivantes : L'État et la Nation sont distincte, l'État n'étant qu'une organisation politique et juridique, la Nation étant une entité naturelle, historique et culturelle («les produits de la terre») dotée d'un *Volksggeist*. La Catalogne est une Nation constituée d'un «esprit collectif, d'une âme sociale catalane qui surent créer une langue, un droit et un art catalan». Comme toute nation tend à se constituer «naturellement» en État, la conséquence en est le catalanisme doit s'efforcer de construire un État propre.

Or, reconnaît Prat de la Riba, l'unité politique de l'Espagne est un fait incontournable, c'est-à-dire l'intégration de la nation catalane en Espagne. Il propose alors de constituer un État espagnol composite, une fédération d'États nationaux, un État d'États. Il s'agit donc de «refaire l'État espagnol sur ses

4. Borja de Riquer, "Los límites de la modernización política. El caso de Barcelona, 1890-1923.", in *Las ciudades en la modernización de España*, VII Coloquio de historia contemporánea de España, Ed. Siglo XXI España Editores, pp. 22-59.

5. Joan Maragall, *Obras completas*, Barcelona, Selecta, 1981, vol 1.

6. Martí de Riquer *et alii*, *Història de la literatura catalana*, Barcelona, Ariel, 1984-1988, 7 vol., vol.VIII.

bases naturelles» que sont les États-Nations qui le compose. L'État ainsi recomposé assume un projet impérialiste vers la formation d'États-empires qui aspirent à l'hégémonie mondiale.

Au total, pour le catalanisme, la phase provincialiste a consisté en la restauration de la nation catalane. Il s'ensuit une phase nationaliste définie par l'autogouvernement et la libre disposition des richesses et enfin, une phase impérialiste. Sa devise est : «l'État c'est l'Espagne, la Nation, c'est la Catalogne».

Nouvelle culture politique, nouvelle mémoire.

La nouvelle culture politique se constitue également dans sa dimension symbolique : une lutte pour élaborer une autre vision univoque de l'histoire de la Catalogne⁸.

Sur le plan des contenus, la mémoire catalaniste ne rompt pas entièrement les ponts avec la mémoire libérale provincialiste puisqu'elle reconnaît en cette dernière son point d'origine. Cependant, le catalanisme opère une réorientation des mémoires héritées selon les canons de sa nouvelle interprétation de l'histoire du pays : par exemple, les héros des révoltes de 1640 et 1715 ne sont plus comme autrefois les défenseurs des libertés espagnoles mais deviennent les défenseurs des libertés catalanes, face à une Espagne oppressive. On note également que le projet impérialiste si fièrement arboré par les libéraux provincialistes est repris intégralement, quoique dirigé à présent en direction d'un hypothétique empire méditerranéen ou africain, non plus américain.

Mais le catalanisme ne fait pas que réinterpréter un héritage : elle en fonde un nouveau par l'élaboration d'un nouveau paysage symbolique monumental et toponymique : une vingtaine de monuments commémoratifs sont édifiés dans les deux premières décennies du XXe siècle.

Dans un premier temps, le développement d'une nouvelle mémoire suppose que soit désormais exclue de Barcelone toute initiative des milieux dynastiques. En octobre 1901 par exemple, la municipalité de Barcelone refuse de célébrer

7. Enric Prat de la Riba, *La nacionalitat catalana*, Barcelona, Ed. 62, 1986.

8. Stéphane Michonneau, *Barcelona : memoria i identitat, Monuments, commemoracions i mites*, Barcelona, Eumo Editorial, 2002, 429p.

une messe à la mémoire du général Martínez Campos qui, en 1875, avait aidé au rétablissement d'Alphonse XII sur le trône d'Espagne. En mai 1902 encore, les nationalistes et les républicains s'entendent pour ne pas participer aux fêtes de couronnement du nouveau monarque, Alphonse XIII⁹.

De 1901 à 1903, l'entente objective entre républicains et nationalistes aboutit à l'élaboration des deux matrices caractérisant la nouvelle configuration des mémoires à Barcelone. D'une part, les nationalistes lancent les projets des monuments au Docteur Robert et à Verdaguer ; de l'autre, les républicains celui du monument à Pi y Margall. Ces propositions reçoivent le vote unanime des deux formations et la composition des commissions reflètent cette alliance, de sorte que les trois hommages semblent indissociablement liés¹⁰.

Cependant, dans la lutte que les partis de masse se livrent pour occuper l'espace public barcelonais tant dans sa dimension réelle que symbolique les nationalistes semblent l'emporter à partir de 1903 : la catalanisation des mémoires barcelonaises l'emporte largement face à la républicanisation des mémoires. Le moment-clé de cette conquête est *Solidaritat Catalana* entre 1906 et 1909 : après l'attaque d'un journal nationaliste par l'armée en novembre 1905, il se forme une coalition nationaliste qui brise l'unité fragile des républicains : d'un côté, la majorité républicaine, dite "radicale", refuse de rejoindre la coalition. Elle forme le clan des républicains jacobins "espagnolistes". De l'autre, une minorité républicaine dite "nationaliste" rejoint la coalition solidaire : ces républicains sont souvent des fédéralistes qui tentent de concilier républicanisme et catalanisme. Ils donnent ainsi naissance à un catalanisme de gauche qui triomphera dans les années 1930 : *'Esquerra* (la gauche, en catalan)¹¹.

Cette division politique des républicains correspond à un clivage des identifications nationales : d'un côté on se sent farouchement espagnol, de l'autre, on défend sa catalanité. Les catalanistes, franchement ancrés à droite, profitent de la fracture de la gauche et eux seuls parviennent à capitaliser l'élan de modernisation politique qui traverse la société catalane d'alors.

9. Arxiu Administratiu de la Ciutat de Barcelona, Actes de Consell Permanent, 28/05/1902.

10. Arxiu Administratiu de la Ciutat de Barcelona, Actes de Consell Permanent, 06/12/1901.

11. Angel Duarte, *El republicanisme català a la fi del segle XIX*, Barcelona, Eumo Editorial, 1987, 191p.

Un paradoxe fort surgit ici : les républicains, majoritaires en siège jusqu'en 1914 mais fortement divisés, sont incapables de définir une politique de mémoire cohérente. Le problème n'est pas seulement politique et doit être envisagé du point de vue des politiques symboliques : les républicains ne semblent pas se doter d'une lecture cohérente du passé de la Catalogne ou de l'Espagne.

Cette faiblesse symbolique structurelle pose problème¹². On peut poser l'hypothèse d'une relative incompatibilité entre la culture politique républicaine et la commémoration comme mode d'expression politique. Si les historiens s'accordent pour reconnaître au républicanisme barcelonais une organisation hors du commun dont l'objectif est de socialiser l'individu par et pour le parti de masse, il faut reconnaître que les innombrables commémorations qu'ils animent ne dépassent que rarement les murs du *casino*, de la fraternité ou de *l'ateneu* : ces cérémonies demeurent confinées dans les cercles étroits de la sociabilité républicaine, sans jamais conquérir l'espace public des statues, des cimetières et des plaques commémoratives. Pour le républicain, occuper la rue, c'est toujours s'insurger, incapable de se libérer d'une culture insurrectionnelle héritée du XIXe siècle¹³.

Les républicains ne comptent pas la commémoration au nombre des outils privilégiés de mobilisation populaire. Les anniversaires de la première République, les 11 février et 29 septembre, ne "prennent" pas solidement, moins en tout cas que ces innombrables manifestations privées qui sont le fondement de l'expérience républicaine¹⁴. Cette difficulté à investir l'espace public urbain de manière ordonnée et régulière demeure au XXe siècle la principale caractéristique des mouvements de gauche, qu'ils soient acquis ou pas au nationalisme.

12. Pamela Radcliff, "La representación de la nación. El conflicto en torno a la identidad nacional y las practicas simbólicas en la Segunda República", dans Rafael Cruz, Manuel Pérez Ledesma, *Cultura y movilización en la España contemporánea*, Madrid, Alianza Editorial, 1997, pp.305-325.

13. Santiago Alberti, *El republicanisme català i la restauració monàrquica*, Barcelone, Albertí Editor, 1972 ; Joan B. Culla i Clarà, *El republicanisme lerrouxista a Catalunya (1901-1923)*, Barcelona, Curial, 1986 ; Angel Duarte, *El republicanisme català a la fi del segle XIX*, Barcelona, Eumo Editorial, 1987,

14. Angel Duarte, "La esperanza republicana", dans Rafael Cruz, Manuel Pérez Ledesma (dir.), *Cultura [...]*, p.187 sq.

En somme, le républicanisme barcelonais n'a pas modernisé son vocabulaire politique avec autant de force que le catalanisme. En effet, commémorer, c'est faire preuve d'une maîtrise de l'expression politique organisée. La commémoration est bien une pièce constitutive d'une culture politique moderne.

L'exercice pratique du souvenir

La catalanisation ne se manifeste pas seulement dans les contenus de mémoire : il faut étudier les pratiques d'une société qui s'adonne à l'exercice du souvenir pour dessiner alors les contours d'une nouvelle manière de se référer au passé.

Ces premières années du XXe siècle marquent globalement le passage d'un âge commémoratif à un autre, le basculement d'un modèle de commémoration à un autre. Son principe d'organisation change en déplaçant son accent de la fonction représentative à la fonction participative qui inaugure la naissance d'une commémoration de masse.

En effet, au XIXe siècle, la société confie à une élite le soin de lire le passé de l'ensemble de la communauté. Le promoteur de mémoire vaut par sa qualité de représentant autorisé de la communauté. Les modes de commémorations opposent un nombre réduit de participants-sacerdotes de la cérémonie à un public tenu dans un rôle de spectateur passif des rites. L'entrepreneur de mémoire se définit comme un expert apte à prescrire ce qui est commémorable : sa parole d'autorité définit ce qui mérite ou pas d'être souvenu. Pour définir l'expert, il existe un processus d'élection complexe pour déterminer le véritable représentant qui est habilité à dire le passé de la communauté¹⁵.

Mais à partir de 1900, la commémoration insiste davantage sur la dimension participative des masses qui sont associées à la cérémonie du souvenir. Ce qui compte désormais, c'est le nombre. Le critère primordial de la commémoration devient sa *popularité*. Désormais, la commémoration a une autre fonction politique, celle de nationalisation des masses sous l'égide de promoteurs toujours vigilants. L'irruption de ces masses participantes change profondément

¹⁵ . Jordi Casassas Ymbert, *Intel.lectuals, professionals i polítics a la Catalunya contemporànea (1850-1920)*, Barcelona, Els llibres de la frontera, 1989.

l'acte de mémoire pour inscrire la commémoration dans l'histoire de la mobilisation collective, au même titre que le vote, la grève ou la manifestation. Autrement dit, le nationalisme est l'un des signes les plus manifestes de la modernisation de la société politique espagnole en Catalogne.

Pour illustrer le basculement, les souscriptions offrent un angle d'attaque intéressant. Leur histoire distingue nettement deux périodes : avant 1896, les donateurs affichent un geste de charité sociale qui s'estime à l'importance du don. Avec l'émergence du catalanisme, la souscription devient populaire et massive. En 1902, le monument au Dr Robert inaugure une nouvelle étape de l'histoire de la souscription : les sommes recueillies sont sans commune mesure avec les souscriptions anciennes (120 000 ptas) et le nombre de souscripteur est équivalent au nombre de votants lors des premières élections du XXe siècle, soit environ 15 000 personnes¹⁶.

La massification s'accompagne d'une évolution du profil sociologique du donateur : le souscripteur est généralement un homme, majoritairement barcelonais, issu des classes moyennes urbaines de Barcelone. Tandis qu'au XIXe siècle la souscription ne touche que la haute société barcelonaise, elle tend alors à mobiliser de nouvelles couches sociales, celles qui justement peuplent le mouvement catalaniste.

La participation de masse met en relief l'importance du cadre associatif dans l'encadrement des foules commémorantes. Il est extrêmement rare que la municipalité soit à l'origine de l'initiative d'un monument. La règle veut qu'une association, quelle qu'elle soit, soit à l'origine de la proposition municipale. De plus, il y a corrélation entre la capacité de mobilisation du tissu associatif et les chances de voir aboutir le projet. Le décompte des associations participantes aux cérémonies de mémoire donne une idée précise de leur place dans la société commémorante : 192 groupes pour rendre hommage à Verdaguer (1902), 86 pour la pose de la première pierre du monument au Dr Robert (1904). Les associations culturelles et politiques ont une place centrale qui en font le cœur de la souscription.

¹⁶. Jusqu'en 1900, les listes de souscriptions sont complètes pour le monument Güell (1881), le monument Colomb (1882-1886), le monument Clavé (1883-1888) et le monument Rius i Taulet (1899-1902). Après 1900, les souscriptions importantes sont celles au Dr Robert (1902), à Verdaguer (1902-1903 et 1913-1914) et à Guimerà (1924-1925) auxquelles on ajoute les

L'important est de mettre en valeur la structure "en pelure d'oignon" tout à fait caractéristique du phénomène associatif nationaliste catalan : les nationalistes fervents ne sont-ils pas d'ailleurs appelés "*ceballuts*" qui vient de "*cebolla*", l'oignon en catalan? Un cœur associatif dense est formé d'une vingtaine d'associations prestigieuses que l'on retrouve sur le devant de la scène : présentes dès l'origine de la commémoration de la fête nationale catalane en 1901, on les retrouve insensiblement à la tête des cortèges qui composent les cérémonies des années suivantes, jusqu'en 1923. Par un effet d'imitation, d'autres associations culturelles et politiques s'adjoignent au noyau originel et forment autant de couches, plus ou moins superficielles. Dans ces conditions, l'assistance connaît un succès asymptotique qui entraîne profondément de nouvelles organisations : associations de danse à partir de 1913, associations sportives à partir de 1918, etc.

En fin de compte, la *cebolla* nationaliste fait preuve d'une remarquable stabilité. Les interactions sociales développées lors des cérémonies s'organisent selon des réseaux relativement invariants. La commémoration permet l'activation de ces relations et leur approfondissement. Elle contribue ainsi à consolider la communauté nationaliste en dépit des interdictions gouvernementales et de la répression, et plus tard, des dictatures.

Ainsi, le changement des référents au passé s'accompagne d'un changement de la manière de commémorer et donc, de faire de la politique.

La mémoire crée la culture politique

En tant que pratique politico-culturelle, la mémoire ne fait pas que refléter les évolutions d'une culture politique : elle participe pleinement de sa genèse. La mémoire est un agent actif de la mutation de la culture politique qui agit sur les perceptions et les catégories d'entendement de la politique. Premièrement, la commémoration propose un mode d'adhésion à la communauté original, fondé sur le partage des émotions. Deuxièmement, elle ordonne symboliquement la société et construit le cadre qui rend possible l'action politique.

La cérémonie commémorative repose sur une expérience directe et sensible qui concrétise le sentiment d'appartenance¹⁷. On vit en direct l'expérience de la communauté nationale sur un mode émotif. La naissance d'une société commémorative moderne implique une maximisation du vocabulaire rituel en multipliant les symboles et en multipliant les techniques de mobilisation.

Les historiens catalans ont depuis longtemps reconnu dans la pratique chorale l'un des moteurs de la communauté provisoire et substitutive qu'est la communauté de mémoire¹⁸. Le chant choral, traditionnellement associé au loisir ouvrier, est un élément clé des nouvelles cérémonies depuis 1884. La mobilisation des corps en est un autre : les défilés, les applaudissements (1882), la danse c'est-à-dire la sardane à partir de 1913. L'usage immodéré des couleurs, des drapeaux, bannières, étendarts de toute sorte intensifie les effets visuels en partie hérités des fêtes religieuses. Les gestes d'élévation soulèvent l'émotion unanime : la montée du drapeau, le lâcher de colombes, l'accrochage des couronnes en hauteur, les applaudissements mains levées font partie de ce registre rituel. Enfin, la mise en mouvement des cortèges qui suppose des rassemblements préalables, la formation de "cortèges civiques" et leur défilé devant le monument redouble le temps de la cérémonie d'un avant tout aussi fondamental. En bref, une scénographie qui appartenait jusqu'alors aux seules processions religieuses ou aux pèlerinages se met en place. Cependant, le vocabulaire politique prend rapidement son autonomie par rapport aux rituels de la procession : on note par exemple que les itinéraires des cortèges civiques, d'abord imités de ceux des principales processions de la ville, dessinent très tôt une géographie des mémoires distincte de celle de l'espace religieux.

L'effet de masse qui en résulte permet de déplacer la cérémonie sur le terrain de l'émotion : ce n'est plus tant l'adhésion que l'emportement qui compte. La gestion raisonnée des passions fonde le sentiment d'appartenance à une collectivité politique unique. La commémoration construit la communauté politique et agit directement sur la perception qu'on en a.

17. Jean Davallon, Philippe Dujardin, Gérard Sabatier (dir.), *Le geste commémoratif*, Lyon, CERIEP, 1994, 509p.

18. Joan-Lluís Marfany, "Al damunt dels nostres cants" ; nacionalisme, modernisme i cant coral a la Barcelona del final de segle, in *Recerques*, 19, Curial, 199-87, pp. 85-113 et du même auteur, *La cultura del catalanisme*, Barcelona, Empúries, 1992, 405p.

De plus, la commémoration propose un ordonancement symbolique de la société politique : elle est un mode actif de domination politique par le symbolique.

Le discours de la mémoire forgé par ses promoteurs repose sur l'idée d'une dette vis-à-vis des ancêtres¹⁹. Cette dette est méconnue mais le promoteur de mémoire rappelle la communauté à son devoir, le devoir de mémoire envers l'ancêtre. Rendre hommage devient alors une activité sociale moralement positive : s'y adonner, c'est reconnaître le sacrifice de l'ancêtre à la communauté dont on est l'héritier dans le présent. Pour le payer, on lui érige un monument et on multiplie des offrandes sous forme de souscription par exemple. Il s'instaure alors une économie du don et du contre-don.

Mais ce commerce avec les morts est évidemment un mensonge : la société présente s'imagine débitrice d'un ancêtre qui se serait sacrifié pour elle²⁰. Le mensonge est double : d'une part, on suppose que l'ancêtre s'est sacrifié pour la communauté et ceci pour les mêmes raisons que les nôtres (la défense de la nation catalane dans ce cas). D'autre part, il est entendu que l'ancêtre serait capable de juger des termes de l'échange et de nous remercier, en quelque sorte, du monument qu'on lui consacre. Le mensonge permet d'inculquer l'idée qu'il faudrait s'acquitter d'une dette imaginaire pour regagner son honneur, c'est à dire du bien symbolique.

A qui bénéficie le mensonge? La réponse n'est pas simple et pourrait être double : à celui qui l'a inventé, c'est-à-dire au promoteur de mémoire mais aussi à ceux qui le font exister, c'est-à-dire aux participants de la cérémonie.

D'une part, le promoteur qui a dit la dette et a formulé le devoir de mémoire, inculque le sens de la dette. En édictant le devoir de mémoire, il libère la société insouciante de sa dette et gagne ainsi de la reconnaissance sociale. Il permet à la société de se mettre en règle avec le passé et la société le lui en sied gré. D'autre part, le participant s'honore de payer sa dette de mémoire et s'oblige au deux sens du mot : il se contraint à honorer l'ancêtre et il se soumet à un devoir de mémoire, c'est-à-dire à son promoteur dont il reconnaît implicitement la valeur de sacerdoce, d'intercesseur entre l'ancêtre et lui.

¹⁹. Nathalie Sarthou-Lajus, *L'éthique de la dette*, Paris, PUF, 1997, 229p.

²⁰. Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Ed. de Minuit, 1980, 474p.

Quel bénéfice la société qui s'adonne à l'exercice du souvenir peut-elle retirer d'un tel jeu de dupe? En fait, les résultats sont multiples. Le promoteur a acquis du bien symbolique qu'il peut monnayer : asseoir sa réputation sociale, s'imposer comme intercesseur entre le monument qui est une relique et le public. Le promoteur se façonne ainsi une position sociale avantageuse : c'est lui qui désormais peut "parler au nom de". Il est un représentant habilité de la société politique, comme un député. On comprend mieux que dans sa stratégie d'aristocratisation de la société, le comte Eusebi Güell, l'un des hommes les plus puissants de la haute société catalane à la fin du XIXe siècle, ait négligé toute activité politique réelle mais non point son parainage de nombreux comités pro-monuments et sa participation récurrente à de nombreuses cérémonies.

Mais l'opération symbolique bénéficie également aux participants qui, en obéissant au devoir de mémoire, se sont montrés bons Catalans, bons citoyens accomplissant leurs devoirs civiques. Le public acquiert ainsi un droit de cité : il fait partie de la communauté des gens de bien qui ont une parole à double titre : par rapport à l'ancêtre, la parole est tenue, mais aussi en politique, il a une parole.

Enfin, celui qui ne commémore pas est l'ingrat, celui qui ne reconnaît pas ses devoirs envers les ancêtres. Il est dévalorisé et jugé négativement, désestimé politiquement, chassé de la communauté des gens qui honorent leurs dettes.

En somme, la commémoration est un instrument de domination symbolique. Le devoir de mémoire confère à celui qui l'édicte un pouvoir politique : celui de représenter la communauté, celui de parler en son nom. Il possède le pouvoir de classer la société en deux catégories : celles des bons citoyens et celle des mauvais. La commémoration est une machine à fabriquer de l'autorité politique. La sacralisation de l'objet commémoré rejette le vandalisme comme geste de barbarie, paralysant ainsi dans son principe toute tentative de remise en question de l'ordre symbolique et politique construit par la mémoire.

Conclusion

La mémoire a la magie d'une machine à fabriquer une représentation politique. Elle dessine un cadre de représentation dans lequel l'action politique prend son sens, un combat national par exemple. Elle est également un système qui

choisit un représentant de la communauté qui s'autorise et est autorisé à parler en son nom.

Finalement, la dimension symbolique reflète fidèlement le bouleversement de la culture politique. Certes, il faut saisir cette dimension symbolique dans sa double réalité : sa dimension discursive qui érige de nouvelles références au passé, de nouveaux héros et de nouvelles valeurs pour la communauté, mais aussi sa dimension pratique qui dessine de nouvelles pratiques commémoratives.

La mémoire est un bien un atelier de fabrication des identités politiques collective, de la communauté nationale. Pour le promoteur, elle est une manière habile d'acquérir du crédit politique, une parole d'autorité qui permet au promoteur de parler "au nom de". Cette capacité est sans nul doute l'enjeu majeur des sociétés politiques modernes qui reposent sur le principe de la représentation politique.

En fin de compte, l'originalité de l'objet-mémoire est de mettre en valeur les deux dimensions intrinsèquement liées du problème de la représentation politique moderne : d'une part, la représentation est une délégation qui doit élire un représentant légitime de la communauté politique. Le promoteur de mémoire joue le rôle de ce député. D'autre part, la représentation est un spectacle, un donné-à-voir qui met en scène l'exercice du pouvoir et sa sacralité par rapport à un objet transcendantal qui est ici l'ancêtre.